

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 2024

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE AU BÉNÉFICE DES COMMUNES DE FERRALS-LES-CORBIÈRES, FABREZAN, FONTCOUVERTE, CRUSCADES, LUC-SUR-ORBIEU ET BOUTENAC – ANNEXES			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 23	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 13 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 19 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Sylvie DANRÉ, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, M. Alain-Marc GARCIA, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Michel MASUYER à M. William COMBES, M. Alain-Marc GARCIA à Mme Christine BÉNET, M. Thierry CAUMEIL à Mme Sylvie DANRÉ, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Valérie FERRET à M. Jean-Paul PUJOL, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sabrina FITO

RAPPORTEUR : William COMBES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20241219-2024-136-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2024
Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1 à L. 2212-5-1, et R. 2212-11 à R. 2212-14 ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure, et notamment les articles L. 511-1 à L. 511-7 et R. 512-1 à R. 512-4 ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif à la mise en commun des agents de police municipale ;

Vu la convention de coordination signée entre la commune de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'Etat le 25 août 2022 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 12 décembre 2024 ;

De nombreuses communes rurales ou de moins de 3 500 habitants ne disposent pas de service de police municipale leur permettant d'assurer la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques. Cette réalité est présente sur l'ensemble du territoire nationale et est notamment due à un manque de ressources matérielles et humaines. Les questions d'équité de traitement des administrés sur un même bassin de vie, de manque de proximité des agents avec les habitants de communes voisines, de sentiment d'abandon que des citoyens peuvent ressentir face à des problèmes de sécurité publique ont poussé le législateur à prévoir des cadres juridiques offrant la possibilité aux municipalités de mettre leurs moyens en commun.

Ainsi, il existe actuellement quatre possibilités ouvertes aux municipalités pour agir de concert dans ce domaine :

- La mise en commun d'agents de police municipale entre des communes formant un ensemble d'un seul tenant de moins de 80 000 habitants
- Le recrutement d'agents de police municipale par un EPCI à fiscalité propre en vue de les mettre à disposition
- La formation d'un syndicat de communes par des communes limitrophes ou appartenant à une même agglomération au sein d'un même département ou à un même EPCI à fiscalité propre
- La mutualisation des agents de police municipale par convention

C'est cette dernière possibilité qui a été choisie par la commune de Lézignan-Corbières et les communes voisines de Ferrals-les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Cruscades, Luc-Sur-Orbieu et Boutenac.

La convention annexée à la présente délibération a pour objet l'encadrement juridique et l'organisation administrative et financière de la mise à disposition des agents de la police municipale de Lézignan-Corbières au bénéfice des six communes partenaires.

Elle prévoit notamment les modalités de répartition des compétences, d'organisation des responsabilités ainsi que la définition des missions des agents, leurs conditions d'emploi, le remboursement de leur mise à disposition, les modalités d'utilisation des équipements et des locaux, et la gestion de l'organisation du service.

Cette convention devra s'articuler avec la convention de coordination signée entre la commune de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'Etat le 25 août 2022, laquelle doit être modifiée par avenant. Les six communes partenaires devront également signer de leur côté, chacune pour sa part, outre la présente convention, une convention de coordination avec les forces de sécurité de l'Etat.

Il est prévu que la convention ait une durée initiale de 18 mois à compter de sa signature.

Cette convention pourra être modifiée par avenant signé par chacun des maires des sept communes.

Il est proposé au Conseil Municipal :

1/ D'approuver la convention annexée à la présente délibération accompagnée de ses annexes.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

Approuve à la majorité par 28 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de M. Bernard FUMET et Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de M. Fabrice CASTELEYN Sans étiquette, et 3 voix contre (de M. Jean-Paul PUJOL du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET et Mme Ginette BARAU-FERRET Sans étiquette)

Et décide :

1/ D'approuver la convention annexée à la présente délibération accompagnée de ses annexes.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire
Gérard FORCADA

La secrétaire de séance
Sabrina FITO